



# Citoyen d'Europe

**Le grand mouvement européen progressiste !**

Journal de l'Association Citoyen d'Europe - N°12 - octobre 2012

## Sommaire

Page 2

- Lois et coutumes de certains pays européens qui pourraient nous faire réfléchir

Page 3

- La Hongrie aujourd'hui

Page 4

- Attention danger !!!  
- Bulletin d'adhésion

## EDITO

### Europe : à quand un nouvel horizon ?

On peut s'en douter, les prochaines semaines résonneront, en France aussi, de discours qui ne grandiront ni l'idée ni l'image de l'Europe !

**Les vrais européens, dont je suis, ne s'en réjouiront pas**, convaincus qu'un risque de régression nationaliste ne peut que conduire aux pires dérives.

**Citoyen d'Europe**, plus que jamais, **défend et défendra une Europe Citoyenne et humaine** où la finance ne dominera plus, où croissance respectueuse de l'environnement sera relancée, où les valeurs d'une Démocratie laïque seront défendues.

**C'est cela pour nous « un nouvel horizon » !**

**Gérard CAUDRON**  
Président de Citoyen d'Europe

A lire mes carnets sur [www.citoyendeurope.org](http://www.citoyendeurope.org) en cliquant sur « **chaque lundi, le carnet de G Caudron Pour quelques Coquelicots de plus** »

### Agenda

**Du 2 au 30 novembre 2012** : Exposition "PORTUGRAFFS" qui sera présentée à l'Hôtel de Ville de Villeneuve d'Ascq . Elle comprendra des photos de GRAFFS réalisées par un membre de l'association Citoyen d'Europe et ancien agent de la médiathèque Patrick DUBAR . Cette exposition est actuellement présentée à la médiathèque de Tourcoing .

**16 novembre** : Une soirée portugaise sera organisée avec lectures de poésies portugaises, animation musicale et repas portugais au restaurant "AU POTJ", chaussée de l'Hôtel de Ville .Une exposition photos sur différentes facettes du pays intitulée " Echappées portugaises " sera présentée dans l' établissement à compter du 15 octobre .

Les réservations pour cette soirée conviviale seront à effectuer directement au 03 20 91 90 80

Pour Contacter Citoyen d'Europe  
BP 70053  
59651 Villeneuve d'Ascq Cedex  
[citoyendeurope@gmail.com](mailto:citoyendeurope@gmail.com)

Citoyen d'Europe sur Internet  
[www.citoyendeurope.org](http://www.citoyendeurope.org)

## Lois et coutumes de certains pays européens qui pourraient nous faire réfléchir

Finlande :

Le système scolaire est très performant, pourtant les enfants ne vont à l'école qu'à 7 ans pour une durée de 30h par semaine. 15 mn de détente par heure et fin de classe vers 15h. 23 élèves par classe maximum. Excellents en lecture ils apprennent la cuisine, la couture et plus tard le fonctionnement des machines-outils.

Ils ne sont notés qu'à partir de la 5ème année et conservent tout le temps le même prof. L'école primaire est obligatoire pendant 9 ans, totalement gratuite (manuels, transports, cantine )

Suisse

Si vous êtes arrêté pour excès de vitesse, plus vous êtes riche, plus vous payez.

La contravention est proportionnelle à la vitesse et aux revenus.

Les citoyens participent activement aux décisions. Ils peuvent proposer une loi au parlement ou s'opposer par pétition à une loi déjà votée. Il faut 100.000 électeurs dans le premier cas et 50.000 dans le second.

Italie

Au-delà d'une franchise de 169€/an et en dessous d'un plafond de 6197,48€/an vous pouvez déduire 19% de vos dépenses de santé (visites, médicaments, prothèses, chirurgie) Vous bénéficiez soit d'un crédit d'impôt , soit d'un remboursement de l'état.

Les enfants handicapés vont tous à l'école publique qui a été réorganisée en fonction des besoins. (en France 11% des enfants sont accueillis)

Grande Bretagne

Pas de déclaration de revenus pour les salariés. L'employeur se charge de déclarer et de retenir les impôts à la source. Le système appelé PAYE comprend les avantages fiscaux (système simple car les contribuables bénéficient du même abattement quelque soient leurs revenus).

Pas de frais de notaire. Un simple contrat entre parties rend un transfert de propriété effectif.

Le contrat peut être rédigé par les parties ou par un avocat. Dans ce cas le coût est de 0,50 à 1% du prix d'achat. Il suffit d'échanger les exemplaires du contrat et l'opération peut se dérouler en une dizaine de jours.

Suède

Le Président est vraiment « NORMAL » . Pas de garde du corps, pas de chauffeur. Vous pouvez rencontrer et saluer un ministre ou même le chef de l'état dans les transports en commun ou dans les magasins.

Après une naissance, un congé parental est accordé allant jusqu'à 75 semaines. Il peut être partagé avec le père (60 jours chacun le reste étant réparti librement) Il est rémunéré à 80% sur 390 jours

Belgique

Les dépenses médicales sont plafonnées. Comme en France la sécurité sociale rembourse une partie des soins, le reste étant à charge du patient ou de sa mutuelle. En Belgique cette dépense est plafonnée sous la forme du MAF (maximum à facturer). Il offre la garantie que la famille ne dépassera pas un montant annuel de frais médicaux. Le dépassement est intégralement remboursé. Le MAF est calculé en fonction des revenus nets imposables.

Portugal

Depuis 2008, tous les élèves de primaire sont équipés d'un ordinateur portable avec lequel ils travaillent en classe, mais aussi à la maison. Le professeur est lui aussi équipé et l'ordinateur remplace le tableau noir. La participation des parents est fonction des revenus dans une fourchette de 0€ à 50€.

Allemagne

La durée légale du travail est de 40h avec possibilité d'aller à 42h. A 17h la plupart des bureaux sont vides car la journée commence tôt et la pause déjeuner (durée légale 45 à 60mn) dépasse rarement 20 mn. Les réunions commencent et se terminent aux heures prévues.

Contrairement à la France où des cadres arrivant très tôt et partant tôt sont considérés comme « fainéants », en Allemagne ceux qui s'attardent trop sont souvent considérés comme mal organisés et peu efficaces.

## La Hongrie aujourd'hui.

En 2012 la Hongrie a mis en application une réforme de sa constitution des plus contestables pour un pays membre de l'Union européenne :

Un préambule faisant référence à Dieu et au christianisme rassembleurs de la nation et faisant un amalgame entre la nation politique et la nation ethnique. Un droit de vote élargi aux Hongrois de souche des pays voisins.

Une ouverture à l'interdiction de l'avortement.

La restriction du champ de compétences de la cour constitutionnelle

La modification du mode de nomination des dirigeants des grands corps d'état (mandats de 9 et 12 ans ) réduisant fortement les marges de manœuvre de futurs gouvernements.

Un droit de veto sur le budget attribué au conseil budgétaire (proche du président et du 1er ministre actuels) le système des retraites et la politique fiscale ne pouvant être modifiés qu'à la majorité des 2/3 du parlement...

Même dans l'opposition en 2014, ces mesures permettraient au président et au 1er ministre actuel de dissoudre le parlement et bloquer le budget via le conseil budgétaire.

Une loi sur la presse obligeant les médias à fournir « une information objective qui n'offense personne » sous peine de fortes amendes suffisantes pour couler le média concerné.

A cela s'ajoute un droit de perquisition des rédactions et l'obligation pour les journalistes de dévoiler leurs sources. Un journaliste ayant observé une minute de silence lors du vote de la loi a été viré.

### D'autres faits peuvent inquiéter :

- Un ancien tortionnaire nazi est semblé t'il resté 10 mois sans être inquiété par la justice après avoir été retrouvé (CSATARY, chef de la police du ghetto de Kosice) .Des menaces de mort et insultes ont été proférées à l'endroit de militants ayant manifesté devant son habitation, via le téléphone et internet.
- Il semble que l'introduction d'auteurs antisémites dans le cursus scolaire soit de mise alors que le seul prix Nobel hongrois de littérature rescapé des camps de la mort n'a pas cette chance.
- Création d'une loi qui impose les propriétaires de chiens dont la race n'est pas d'origine hongroise.
- Expérimentation d'une « prison d'été » faisant travailler certains détenus ( peines courtes) pour rembourser le coût de leur détention. Dans cette prison, ni chauffage, ni lumière par souci d'économie.

Il s'agit aussi d'après certains responsables de répondre en partie à la surpopulation carcérale.

Dans une localité hongroise de 2500 habitants (Gyongyospata )le parti Jöbbik (extrême droite) est au pouvoir. Il règle le problème des Roms en les **obligeant** à travailler dans les champs avec un minimum d'outils et pour quelques euros par mois sous une véritable surveillance policière ( une milice : la Magyar Garda service de sécurité du Jobbik). Ils n'ont aucun droit et sont parqués dans un quartier aux maisons délabrées, aux rues non entretenues où les miliciens viennent régulièrement les provoquer ou les insulter.

Dans la banlieue de Budapest les intimidations à cette population se succèdent.

A noter que les membres du parti Jöbbik dont le chef Gabor VONA prône la reconstitution de la grande Hongrie et allié du principal parti du gouvernement, défilent dans la rue en toute légalité avec saluts et bannières, vêtus d'uniformes noirs qui rappellent une époque tragique de notre histoire.

Il sera intéressant d'entendre les prochains reproches que l'UE fera à la Turquie en matière de droits fondamentaux.

Le silence quasi unanime des dirigeants européens est en partie motivé par le fait que le Fidesz parti au pouvoir en Hongrie est largement soutenu par sa population, mais il est plus que temps que les dirigeants européens réagissent et surtout **agissent**.

Un fait d'histoire à ne pas oublier : Il y a 72 ans, les autorités hongroises de l'époque étaient alliées aux nazis.

Pour Citoyen d'Europe il est inadmissible que ce genre de situation perdure. Les critères exigés pour faire partie de l'Union européenne ne sont plus respectés par le gouvernement certes issu d'élections (avant 1940 ce fut aussi le cas en Allemagne) . La liberté d'expression, de circulation, les droits de l'homme sont bafoués et des groupes fascistes ont pignon sur rue en Hongrie.

La commissaire REDING très prompte à montrer du doigt la France en matière de gestion de la population immigrée Roms et à la menacer de sanctions devrait étudier de très près le dossier Hongrois qui nous semble être de sa compétence ( droits fondamentaux ) et aller bien au-delà dans une UE déjà fortement chahutée par les problèmes économiques.

On dit souvent qu'on ne refait pas l'histoire, mais l'histoire, elle, pourrait bien repasser un plat bien amer si nous n'y prenons garde.

(sources\_ : **Le Monde, Libération, Paris Match, actualités Orange, 2 émissions d'envoyé Spécial sur France2) - Nouvel observateur.**

**Attention danger !!!**

La crise économique et la crise de la dette génèrent d'autres dangers pour l'union européenne.

La montée du populisme, de la xénophobie, et le développement des égoïsmes nationaux de certains pays sont patents depuis plusieurs années, mais de plus en plus, la crise est utilisée par les partis d'extrême droite pour mettre en avant leur haine de l'étranger.

Le parti des vrais Finlandais, le parti pour la liberté (Pays bas), le Fidesz et le Jöbik (Hongrie), le PNB (Angleterre), le FPÖ (Autriche), le NVA (Belgique), et bien sur le FN (France) y vont, chacun à leur manière, du refus d'aider les pays du sud « dispendieux » à un discours condamnant le multiculturalisme, la politique d'immigration de l'union européenne ainsi que ses valeurs.

Ces partis affichent clairement le prix qu'ils exigent pour les plans de soutien aux pays en difficulté. Le pouvoir de nuisance de quelques-uns des pays crispés sur leurs intérêts nationaux où les droites qui gouvernent se sont alliées aux partis fascistes est inversement proportionnel à leur taille.

Cette situation peut s'avérer dramatique si ces pays qui ont la même voix que les autres s'efforcent, sinon de bloquer les plans d'aide, du

moins de les retarder.

Un certain euro scepticisme « organisé » est devenu , dans ces pays, un thème de campagne électorale très porteur, qui, accompagné de xénophobie et d'islamophobie, sous prétexte de rigueur de bonne gestion publique et de défense des intérêts des populations de souche , risque d'entraîner l'union européenne sur des terrains de plus en plus marécageux.



**BULLETIN D'ADHESION 2012**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Commune : .....

E.mail : .....

Téléphone : ..... Portable : .....

Souhaite adhérer à Citoyen d'Europe /  renouveler ma cotisation

Montant de la cotisation  10 €  autre : ..... €

par chèque à l'ordre de Citoyen d'Europe /  en espèces

Date .....

Signature

Collecteur : Claudine Platteau - 5 rue Joffre - 59493 Villeneuve d'Ascq  
Tél. 09 79 39 06 22 ou BP 70053 59651 Villeneuve d'Ascq Cedex